



LA QUESTION RELIGIEUSE SOUS LA PRESIDENCE OBAMA

Amandine Barb

Lors de la campagne présidentielle américaine, la religion était devenue une question marginale, les problèmes économiques et financiers occupant le centre des débats. Pourtant, dès les premières semaines de la présidence Obama, la religiosité de ses discours et de ces décisions concernant l'avortement, la recherche sur les cellules souches ou les Faith Based Charities Organisations ont relancé les débats sur les rapports du nouveau Président avec la religion et sur la place et le rôle qu'il envisage de lui accorder, tant au niveau rhétorique que politique.

Il est donc légitime de s'interroger sur la « stratégie » religieuse de Barack Obama, qui multiplie les références à Dieu dans ses discours et insiste sur l'importance de la foi, tout en affirmant vouloir défendre la séparation de l'Eglise et de l'Etat mise à mal par G.W. Bush, dont le nouveau Président remet en cause de manière assez radicale certaines des décisions les plus conservatrices.

Cerner les rapports ambigus que Barack Obama entretient avec le religieux implique non seulement de mieux comprendre sa relation personnelle à Dieu mais aussi d'étudier les évolutions profondes de la société américaine, de moins en moins attachée à la religion, et les questions qui la traversent qui obligent le nouveau Président à un exercice d'équilibre pour capter l'électorat religieux conservateur, sans pour autant s'aliéner les Américains libéraux et laïques.

Les discours émaillés de nombreuses références à Dieu du candidat et Président Barack Obama incarnent parfaitement l'idéal historique de la « religion civile » américaine, censée transcender les croyances particulières et « *entretenir le sentiment de l'unité nationale par la réactivation d'éléments rituels appartenant au passé fondateur* »¹. Ainsi le Président Obama n'hésite-t-il pas dans ces déclarations publiques à multiplier les allusions religieuses – certes plus générales et moins limitées au christianisme que celles de G.W. Bush– invoquant tantôt « *la promesse divine que nous sommes tous égaux* », tantôt « la parole » des Ecritures, de la Torah ou des Hadiths. Au-delà même de la rhétorique, le nouveau président se montre fidèle depuis le début de son mandat aux rituels à caractère religieux de la Maison Blanche. Il a notamment célébré, le 5 février dernier, le *National Prayer Breakfast*. Autre preuve significative de son attachement à la religion civile, Barack Obama a lui-même insisté auprès de la Cour suprême pour prononcer le traditionnel *So help me God* à la fin de son discours d'investiture qu'une association athée, l'American Humanist Association, voulait interdire estimant qu'il violait le principe de séparation entre Etat et religion².

Par son exaltation récurrente de la religion civile américaine, le nouveau Président s'inscrit donc dans la continuité parfaite de ses prédécesseurs. Néanmoins, comme le remarque le sociologue Michael Lindsay, un détail particulier distingue les discours d'Obama notamment de ceux de G.W. Bush : sa référence régulière aux « non croyants » ou à ceux qui « n'ont pas de foi »³. Ainsi a-t-il déclaré dans son discours d'investiture que les Etats-Unis sont une « *nation de chrétiens et de musulmans, de juifs et d'hindous - et de non croyants* ». En janvier 2008, il avait déjà affirmé, dans un message destiné aux « *chrétiens, aux croyants et aux non croyants* », que « *les religieux n'ont pas le monopole de la moralité* » et qu'il est donc nécessaire d'associer « *ceux qui ne croient pas* » aux débats sur l'avenir de la société⁴. Ces brèves mentions des athées comme partie intégrante de la nation américaine peuvent paraître anodines pour des observateurs étrangers issus de sociétés où l'incroyance relève de la banalité. Elles ne le sont pas quand on connaît la méfiance encore très profonde d'une majorité d'Américains à l'égard de l'athéisme⁵, et l'importance que revêt à leurs yeux la foi de

¹ FROIDEVAUX-METTERIE Camille, *Politique et religion aux Etats-Unis*, La Découverte, 2009, p. 110

² PULLIAM Sarah, « Obama asks Court to include 'So help me God' at Inauguration », *Christianity Today*, janvier 2009.

³ MECKLER Laura, « Obama walks religious tightrope spanning faithful, nonbelievers », *The Wall Street Journal*, 24 mars 2009

⁴ « Message to Christians, Believers, and Non believers », *Christianity Today*, 23 janvier 2008

⁵ 57% des Américains ont une opinion défavorable des athées (*Pew Forum on Religion and Public Life*, 25/09/2007) et 53% refuseraient de voter pour un Président non croyant (*Gallup*, février 2007). Pour une analyse détaillée de la perception des Américains à l'égard de l'athéisme, voir EDGELL Penny, « Atheists as others: moral boundaries and cultural membership in American Society », *American Sociological Review*, 2006, 72(2), pp. 211-234.

leur Président. Le fait qu'Obama inclue explicitement ceux qui ne croient pas en Dieu dans la communauté nationale au côté des groupes religieux, marque bien une évolution rhétorique notable.

Plus largement, ce souci constant de faire référence à ceux qui « *n'ont pas de foi du tout* », reflète la singularité du rapport personnel que le nouveau Président entretient avec la religion, en même temps que sa compréhension des évolutions de la société américaine contemporaine, dont il reconnaît - plus qu'aucun autre de ses prédécesseurs - la très grande diversité (ir)religieuse. Devenu chrétien à l'époque où il travaillait dans les ghettos de Chicago, Barack Obama a en effet un parcours religieux particulier et finalement très moderne. Sa propre famille entretenait avec Dieu un rapport ambivalent : son père, né musulman, a abandonné toute croyance à l'âge adulte, alors que sa mère a toujours été « *sceptique à l'égard des religions organisées* » et que ses grands parents ne pratiquaient pas. Obama lui-même n'appartient plus aujourd'hui à aucune église : il a du quitter la Trinity United Church of Christ de Chicago pendant la campagne présidentielle après les déclarations controversées de son pasteur, Jeremiah Wright⁶. D'une certaine manière, sa trajectoire religieuse correspond aujourd'hui à celle de millions d'Américains, de plus en plus nombreux à quitter leur église ou à abandonner leur religion : en 2008, 16,1% d'entre eux se déclaraient « sans religion », soit deux fois plus qu'en 1990 (7%)⁷. Cette catégorie est celle qui croît le plus vite aujourd'hui aux Etats-Unis.

Si Barack Obama s'inscrit donc pleinement dans la tradition historique de la religion civile américaine, il cherche aussi à la renouveler et à l'approfondir, à l'aide d'« éléments nouveaux », qui la rendraient plus inclusive et plus ouverte et en feraient une véritable « *force pour l'unité* » de la nation⁸.

Au-delà des seuls discours, les premières décisions concrètes du Président Obama ont d'ailleurs reflété de manière encore plus nette cette conception particulière du rôle de la religion, qui doit « *unir et non diviser* ». Ainsi, dès les premières semaines de son mandat, Obama, soucieux en bon juriste de défendre le « mur » de séparation entre Eglise et Etat, a remis en cause certaines des décisions éthiques les plus conservatrices et les plus controversées de G.W. Bush. En mars, il a autorisé la recherche sur les cellules souches, quelques semaines après avoir rétabli le financement public pour les groupes qui défendent le droit à l'avortement à l'étranger. Le Président a également déclaré à plusieurs reprises

⁶ Celui-ci avait notamment déclaré que « *Dieu maudisse l'Amérique* » coupable d'avoir réduit les populations noires en esclavage.

⁷ Voir KEYSAR Ariela, KOSMIN Barry, « American Religious Identification Survey », 1990 et 2008; US Religious Landscape Survey, *Pew Forum on Religion and Public Life*, 2008.

⁸ RHEE Foon, « Obama: Faith should unite, not divide », *Boston Globe*, 5 février 2009.

vouloir « *redonner à la science sa juste place* », rassurant ainsi les nombreux chercheurs inquiets de l'importance croissante de la religion. Dans la même logique, l'administration Obama prévoit dans les mois qui viennent de revoir les principes de la « *conscience rule* », règle instituée en 2008 et qui permet à des médecins de refuser certaines procédures médicales (dont l'avortement) si celles-ci sont contraires à leurs croyances.

Cette rupture avec les mesures les plus conservatrices de G.W. Bush ne signifie pas pour autant que Barack Obama rejette toute influence de la religion dans ses prises de décision. Mais loin d'orienter les politiques familiales ou les décisions éthiques, celle-ci lui permet essentiellement de donner un fondement spirituel et moral à ses programmes sociaux, comme par exemple la réforme du système de Health Care. Reprenant la tradition américaine du *Social Gospel*, apparue à la fin du XIXe siècle dans le but de concilier éthique religieuse et progrès social, Barack Obama a appelé les Américains, confrontés aujourd'hui à une crise économique profonde, à considérer leurs croyances « *comme un outil qui ne doit pas nous diviser les uns les autres, mais peut nous rassembler pour nourrir ceux qui ont faim et reconforter ceux qui souffrent, pour apporter la paix là où il y a de la discorde* » et aider « *ceux qui ont chuté à se relever* »⁹. Cette combinaison de valeurs religieuses et de justice sociale révèle la volonté politique du Président de séduire les religieux conservateurs dont une part lui avait déjà apporté leur soutien en novembre dernier, tout en conservant le soutien des Américains sécularistes et libéraux, méfiants à l'égard d'une trop forte influence de la religion dans la vie publique. La création en février du President's Advisory Council on Faith, composé de leaders religieux et de représentants d'associations laïques, témoigne de cette recherche d'un compromis acceptable par les deux camps.

Néanmoins, insister sur l'importance fondamentale de la religion tout en rompant avec la vision conservatrice de G.W. Bush et en affirmant vouloir protéger la « *ligne de séparation entre Eglise et Etat* » ne constitue-t-il pas, comme l'écrit la journaliste Laura Meckler, un « *exercice d'équilibre compliqué* », qui risque à terme « *de lui aliéner* » les groupes qu'il cherche à rassembler¹⁰ ? La remise en cause des politiques sociales mises en œuvre par l'administration Bush pourraient faire perdre à Barack Obama tout crédit auprès des religieux conservateurs et ses fréquentes références à Dieu irriter les laïques et les libéraux. Les difficultés inhérentes à l'établissement d'un compromis se sont fait jour dès l'investiture du nouveau Président en janvier dernier. Le choix de deux personnalités antagonistes, le pasteur Rick Warren, connu pour ses déclarations homophobes, et l'évêque libéral Gene Robinson favorable au mariage des homosexuels, pour mener les prières lors des cérémonies a suscité des interrogations quant à la cohérence du message religieux et social

⁹ *Ibid.*

¹⁰ MECKLER Laura, *op.cit.*

du nouveau Président. Plus révélateur encore, le cas des Faith Based Charities Organisations. Créé par l'administration Bush pour permettre le financement public des associations caritatives religieuses et dénoncé par les organisations laïques comme une remise en cause de la séparation entre Eglise et Etat, ce programme a été conservé et élargi sous le nom de Faith Based and Neighborhood Partnerships par Barack Obama, qui a néanmoins promis de faire interdire l'embauche sur critères religieux (sous la présidence de G.W. Bush, la situation était floue quant à l'embauche par les associations religieuses concernées par le programme Faith Based sur des critères religieux, ce qui est interdit par le 1^{er} amendement. Obama a clarifié ce point en précisant explicitement qu'il allait interdire de telles embauches) et de ne pas favoriser les groupes confessionnels au détriment les groupes séculiers. Les dispositions prises par le nouveau Président n'ont pas empêché Obama d'être à la fois critiqué par des associations de laïcs, telles Americans United for the Separation of Church and State¹¹ et attaqué par les organisations religieuses pour ses décisions relatives aux cellules souches et à l'avortement.

Sa visite en mai prochain à l'université catholique de Notre Dame dans l'Indiana a même failli être annulée en raison de l'opposition d'une partie des étudiants et du corps enseignant au rétablissement du financement public pour les associations qui défendent le droit à l'avortement, qu'ils considèrent comme une trahison des principes fondamentaux de la religion chrétienne¹².

On aurait pu penser qu'avec le discrédit de l'administration Bush et l'affaiblissement de la droite chrétienne qui a accompagné l'échec des Républicains à l'élection présidentielle, la religion allait perdre de son importance à la fois rhétorique et politique sous la présidence Obama. Or il apparaît, au vu des débats toujours houleux que provoquent les discours et certaines décisions du nouveau Président, que la religion, et avec elle la question des relations entre l'Eglise et l'Etat, reste aux Etats-Unis un enjeu politique central. Le défi que doit maintenant relever Barack Obama est le suivant : parvenir à faire vivre en harmonie des religieux conservateurs et des Américains détachés de toute appartenance religieuse, qui rejettent de plus en plus toute influence de la religion dans la vie politique de leur pays.

¹¹ Voir JACOBY Susan, « Keeping the faith, Ignoring the history », *The New York Times*, 1^{er} mars 2009.

¹² SEELYE Katharine, « Obama visit to Notre Dame provokes debate », *The New York Times*, 30 mars 2009.